TIARET

Comment booster l'investissement ?

Ils étaient nombreux à venir lundi dernier au siège de la Wilaya de Tiaret assister à la première rencontre sur les deux programmées par les pouvoirs publics locaux sur l'investissement en l'espace de moins d'une semaine.

En présence des élus, organisations patronales, chambres professionnelles et membres de l'exécutif de la wilaya, les opérateurs économiques, tous créneaux confondus, ont eu à plancher sur la question de façon approfondie non sans bifurquer sur l'essentiel, à savoir la mise à nu des contraintes qui se dressent devant l'avancée de l'investissement dans la région. «On ne peut prétendre à un investissement productif à la mesure des attentes quand, de l'autre côté, les conditions ne le permettent pas», devait réagir un intervenant faisant allusion aux embûches décriées par certains opérateurs dont les projets, pour une raison ou pour une autre, n'arrivent toujours pas à aboutir.

Le foncier, le permis de construire ainsi que les lenteurs accusées par certaines administrations dans la délivrance de documents sont généralement les principaux points soulevés pour la circonstance. Cette rencontre que les autorités ont initiée à l'effet de s'imprégner des problèmes des investisseurs pour tenter ensuite d'y apporter des issues, devrait en revanche permettre à certains opérateurs de revoir leur copie en termes de vision d'autant que certains projets demeurent loin d'adhérer à la stratégie de développement à laquelle aspire la région de par ses potentialités ô combien innombrables. Tout en se montrant réceptif aux interventions des opérateurs, le premier responsable de la wilaya s'est engagé à œuvrer conformément à la loi pour faire dissiper les contraintes au profit des «vrais investisseurs» porteurs de projets productifs et générateurs d'empois plus particulièrement dans les créneaux répondant aux spécificités de la région comme l'agriculture, le tourisme et autres… indiquera-t-il en substance.

Il convient de rappeler qu'une autre rencontre est prévue ce samedi à l'adresse des porteurs d'idées de projets. Ce conclave devrait permettre à son tour de multiplier les opportunités d'investissement dans des créneaux vierges notamment, d'autant que la wilaya dispose d'atouts non négligeables à cet effet avec en prime deux zones d'activités, l'une à Tiaret et l'autre à Aïn Bouchekif jusque-là peu exploitées.

Mourad Benameur

NAÂMA

Rififi à la Cnas

Les travailleurs de l'agence Cnas de Naâma (Caisse nationale des assurances sociales), observent, depuis hier, un sit-in devant le siège de l'agence sise à Aïn-Séfra.

Dans une requête comportant plus d'une dizaine de points, adressée au directeur général de la Cnas Alger, les travailleurs demandent dans un premier point, le départ pur et simple du directeur de l'agence.

Les protestataires reprochent au responsable la mauvaise gestion et la dégradation de cette structure, entraînant l'anarchie et la division au sein des travailleurs et leurs responsables hiérarchiques, le favoritisme pour certains agents au détriment des autres, comportement inadmissible et manque de respect aux travailleurs et aux cadres de l'agence, prises de décisions unilatérales sans concertation, non-respect des horaires de travail (9h30 le matin, et 14h l'après-midi, utilisation du véhicule de l'agence hors service, pour ne citer que ces points. Mais la goutte qui a fait déborder le vase, c'est quand il les a provoqués, en leur disant «si vous êtes des hommes, protestez». Les agents donc se sont décidés, ils ne comptent pas baisser les bras jusqu'au départ définitif du directeur de l'agence ; ils demandent l'intervention rapide de la tutelle. Notons, enfin, qu'un service minimum est assuré par le personnel, tant au niveau des services des prestations que des services du recouvrement.

B. Henine

AÏN-SEFRA

La 36e BIM baptisée au nom du chahid Benyahia Bouamama

Dans le cadre de la généralisation de la baptisation des édifices et des structures militaires aux noms des martyrs de la révolution, initiée par le ministère de la Défense, et à la veille de la commémoration du 61e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération, l'adjoint au général des corps, commandant la 2e RM, a procédé à la baptisation de la 36e Brigade d'infanterie mécanisée (BIM), au nom de l'un des valeureux martyrs de la région en l'occurrence le chahid Benyahia Bouamama. Ont assisté à la baptisation, la famille du chahid, le premier responsable de la wilaya M. Hocine Bessaïeh, les autorités civiles et sécuritaires, ainsi que les hauts gradés militaires. Organisée au sein de l'état-major du commandement de la 36e BIM, sis à Aïn-Séfra, dirigé par le général Mustapha Mazouzi, la cérémonie a été marquée par une réception conviviale en l'honneur de la famille du chahid qui a été honorée par la remise de cadeaux et à titre symbolique, l'attribution d'une merveilleuse armure.

Pour rappel, le chahid Benyahia Bouamama, né en 1928 à Aïn-Séfra, a trouvé la mort à l'âge de 29 ans, tombé au champ d'honneur en 1957 dans l'une des batailles de Djebel Mzi, dite la bataille de Sidi-Abdallah. Gloire à nos martyrs.

B. H.

BRÈVES DE TLEMCEN

Quand la rumeur crée la psychose

Ils sont de plus en plus nombreux les parents d'élèves qui attendent leurs enfants à la sortie de l'école et pour cause, la rumeur a créé une certaine panique parmi la population, il ne se passe pas un jour à Tlemcen où on n'entend pas parler d'un enlèvement ici et là. Ce ne sont que des commérages mais allez donc convaincre les parents. Les services de sécurité assurent une sécurité permanente auprès des établissements scolaires en zones urbaines mais il est impératif que les zones rurales et les quartiers de banlieue puissent bénéficier de la même protection (Bouhanak, Imama, 400 logements etc.). On ne signale aucun délit de ce genre, mais le souvenir de la petite Sanaa (Sebdou) et le monstre de Bel-Air est encore vivace dans les esprits.

R'hiba toujours encerclé par les clandestins

Les riverains de cet ancien quartier de la Médina tlemcénienne, ne savent plus quoi faire pour libérer cet espace public et permettre aux piétons de circuler en toute quiétude. «Cela fait des années que nous attendons une solution, les pouvoirs publics se sont contentés de poser une plaque de stationnement interdit, mais sans sanctionner les auteurs de cette infraction, qui sont là, la journée durant», nous dit une femme de ce quartier. La placette de R'hiba qui abrite le mausolée de Sid El Mazouni a été refaite, mais la saleté a défiguré ce joli quartier, tout le monde vient se débarrasser de ses détritus à R'hiba, le stationnement anarchique en est la cause.

Les services de sécurité doivent intervenir au plus tôt pour faire respecter la loi.

Où sont passés les fleuristes du marché couvert ?

Il n'y a pas si longtemps, les derniers fleuristes venaient égayer un peu les alentours du marché couvert, c'était une activité comme les autres et même les gens modestes ne pouvaient se priver de l'achat d'une rose, avant de faire leurs courses à l'intérieur du marché.

Aujourd'hui, les temps ont bien changé (tristement), les accès du marché sont devenus la chasse gardée des revendeurs à la sauvette et des pickpockets. Autres temps, autres mœurs.

M. Zenasni

LA LÉGISLATION IGNORÉE PAR LES EMPLOYEURS DE L'EST DU PAYS

27 486 mises en demeure en 2014

L'inspection régionale du travail de Constantine, regroupant six wilayas de l'Est, a organisé, hier au siège de la Casnos, un séminaire portant sur la prévention des risques professionnels où, pas moins de 350 entreprises entre secteurs public et privé, un chiffre arrêté au 30 septembre de l'année en cours, sont poursuivies en justice.

Un chiffre révélateur du malaise qui prévaut dans le monde du travail. Les motifs, tels que rappelés par le directeur régional de l'inspection du travail de Constantine M. Mouloud Tina, demeurent le non-respect des dispositions réglementant le travail. Il s'agit, selon ce même responsable, d'entreprises qui font fi des règles de prévention des risques du travail ainsi que le non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité.

Les entreprises du BTPH sont les plus concernées, tant les risques sont multiples pour les travailleurs qui sont exposés à de réels dangers. Ainsi, 9 006 entreprises ont été mises en demeure sur 10 915 missions de contrôle, un autre chiffre qui dénote le peu de considération accordé par ces entreprises à leurs ouvriers. L'on se rappelle le dernier accident mortel de deux ouvriers, victimes des conditions précaires dans lesquelles ils travaillent, mais aussi de l'implication de l'inspection quant aux rôles d'inspections qui lui sont assignés et dont les résultats restent très insuffisants. Insuffisants du fait que pour l'année 2014 et pour la seule agence de Constantine, l'on a enregistré 2 465 accidents de travail dont 32 mortels.

Des statistiques qui interpellent au plus haut point les responsables à multiplier les missions de contrôle, notamment pour celles du BTPH, où les conditions sont déplorables à vue d'œil.

Les travaux de ravalement de façades en plein centre-ville de Constantine ont laissé pantois les citoyens qui appréhendaient des drames du fait des risques encourus par des maçons d'infortune recrutés par des sous-traitants véreux avant qu'interviennent, l'été dernier, la tragédie de deux jeunes ouvriers victimes d'une chute du 9e étage à l'avenue Kaddour-Boumeddous (Ciloc).

L'on notera par ailleurs que près de 600 000 travailleurs sont actuellement affiliés à la Cnas de Constantine.

N. Benouar

SÉCURITÉ DU SYSTÈME D'INFORMATION

La CCI Annaba relance les débats

La cybersécurité, telle qu'appliquée à tous les niveaux du commerce et de l'industrie internationaux ou enseignée dans les universités à travers le monde en termes de spécifications techniques et définitions détaillées, a été le thème traité par la rencontre régionale organisée hier par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Seybouse de Annaba en partenariat avec l'université Badji-Mokhtar de Annaba (UBMA).

Ayant pour thème «Sécurité du système d'information», cette rencontre a permis aux participants d'aborder des questions en étroite relation avec ce que les scientifiques et les enseignants universitaires ont estimé être une activité humaine à forte connotation technique. C'est en tout cas l'interprétation qu'ont donnée à cette matière plusieurs participants entre enseignants universitaires, chercheurs, étudiants et opérateurs économiques de divers horizons du pays, du Maghreb et d'outre-mer.

L'ouverture des travaux de la manifestation a été présidée conjointement par le recteur de l'université Ammar-Haiahem aux côtés de Tayeb Sahtouri et Khaled Haddad respectivement président et directeur de la CCI Seybouse. Les questions traitées par les participants ont leur importance car s'agissant de «la cybersécurité», «la gestion et l'organisation de la cybersécurité», «les techniques de sécurisation d'un système d'information», «la sécurité et les nouvelles technologies».

D'éminents enseignants universitaires d'Algérie et de France sont intervenus pour préciser leurs points de vue et leurs idées sur les sujets pratiques liés à la cybersécurité, de faire des propositions en vue d'adapter et mettre à jour les procédures, de comprendre et pratiquer de manière uniforme tous les aspects de la cybersécurité et enfin d'améliorer l'image de cette technique en tant que support. Les résultats serviront à réaliser un recueil des bonnes pratiques et à tracer une feuille de route et des plans d'actions.

Les participants ont exprimé leur satisfaction sur le bon déroulement des travaux, les enseignements tirés, la qualité des débats et des échanges. Ils se sont engagés à s'impliquer totalement pour hisser cette technique de la cybersécurité au titre d'atout majeur dans leurs ambitions de développer leurs activités. L'exemple leur a été donné par deux des intervenants que sont le Dr Nacira Guerroudji qui a fourni des explications sur des questions liées au thème de la rencontre et le commissaire principal et chef de la police judiciaire de Annaba, Mohamed Yazid Boubakri. Il faut dire que perturbée par certaines pratiques extérieures dignes du parti unique, la Chambre de commerce et d'industrie a vécu plusieurs mois d'instabilité avec l'éviction, de son poste, de son premier responsable.

Les choses ont repris leur cours normal au lendemain de l'arrivée de l'actuel ministre et la réintégration à son poste de travail de l'actuel directeur de la CCI dont la compétence et la disponibilité sont unanimement reconnues.

Cette rencontre régionale comme les nombreuses manifestations qui avaient précédé depuis confirment le bien-fondé de cette reconnaissance. Hier, les débats ont été menés en termes de relance du développement économique sous l'impulsion des deux partenaires inamovibles que sont Khaled Haddad et Tayeb Sahtouri.

Les communications et les débats qui ont suivi ont atteint un bon niveau. Ce qui permet de dire que pour peu que soient mises en application les recommandations de cette rencontre, ce développement est largement accessible.

A. Bouacha